C'est avec tristesse et colère que nous avons appris le suicide de notre collègue enseignante engagée auprès de ses élèves, victime de lesbophobie de la part de parents d'élèves et de l'institution qui a réagi très tardivement, la mettant en danger. Nous précisons que la mutation d'un.e enseignant.e harcelée est un aveu de renoncement et de sanction plutôt qu'une aide. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations qui la composent rappellent que l'administration a des obligations : prendre des mesures pour assurer la santé et la sécurité des agent·es. Nous revendiquons un soutien public et des mesures efficaces à la hauteur des situations que les personnels de l'Education Nationale vivent au quotidien.

Force est de constater que les objectifs fixés par la ministre de la transformation et de la fonction publique dans *Le Plan santé au travail de la fonction publique 2022-25* ne sont pas atteints ! L'agenda social est à l'arrêt et les agent·es public·ques attendent pourtant des garanties de sécurité de leur employeur. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations qui la composent dénoncent des dispositifs de prévention médicale qui restent insuffisants en direction des personnels.

À ce titre, les situations préoccupantes constatées en cette rentrée scolaire 2025 et l'inaction de l'administration renforcent nos craintes pour l'école et les services publics. Le manque de moyens, humains et matériels, dégrade nos conditions de travail et met les personnels sous pression. Soumis à un management brutal, les personnels des établissements privés sous contrat se disent en souffrance à 80%. Ils et elles sont écrasé·es par toujours plus de charge de travail.

L'Union syndicale Solidaires et les fédérations ne cessent et ne cesseront d'alerter les autorités publiques des dérives et des provocations de l'Enseignement catholique sous couvert de « *caractère propre* » des établissements privés sous contrat. Alors que les révélations de dysfonctionnements autour de l'enseignement privé sous contrat, se poursuivent, le nouveau secrétaire général de l'enseignement catholique a tenu des propos inquiétants pour le monde de l'Education. Il projette : « de redonner clairement le droit à une enseignante de faire une prière le matin avec ses élèves ». Nous rappelons que les enseignant·es des établissements privés sous contrat avec l'Etat sont des agent·es

public.ques de l'État et qu'ils et elles maintiendront une stricte neutralité comme la Loi Debré l'impose. Les fédérations de l'Éducation de l'Union syndicale Solidaires combattent et combattront sous toutes ses formes les dérapages de l'instance confessionnelle qui semble préparer une mise en cause de ce même principe de laïcité. Si les contours d'un nouvel enseignement privé radicalisé se définissent actuellement, l'Union syndicale Solidaires et les fédérations qui la composent rappellent pourtant que l'enseignement privé sous contrat est toujours subventionné à hauteur de 75% par de l'argent public. Le modèle de l'école doit rester le modèle de l'école républicaine.

Il manque des personnels dans nos établissements. Nos classes sont surchargées mais des classes et des établissements ferment tous les ans. Beaucoup d'élèves n'ont pas l'AESH qu'ils devraient pourtant avoir. L'Union syndicale et les fédérations de l'Éducation qui la composent, exigent un statut de la Fonction publique, un salaire décent et des conditions de travail sereines pour les AESH.

Pour les agent·es de l'État des établissements privés sous contrat et les fonctionnaires des établissements publics, depuis l'année 2000, le pouvoir d'achat n'a fait que diminuer, jusqu'à atteindre une baisse cumulée de 29,1%. Celles et ceux qui sont devenu·es professeur·es au début des années 1980 auront perdu plus de 50% de pouvoir d'achat durant tout leur parcours de carrière malgré leurs augmentations d'échelons. Le recul salarial crée un manque d'attractivité de nos métiers. L'Éducation nationale ne tient que par l'engagement de personnels pourtant épuisés et découragés.

Les fédérations de l'Union syndicale Solidaires dénoncent les choix budgétaires faits depuis 2017 à rebours des besoins de l'Éducation nationale et des services publics. Nous réclamons plus de justice fiscale, plus de justice sociale. Pour l'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'Éducation qui la composent, c'est le moment de se mobiliser pour imposer un changement de cap, dans l'éducation et dans toute la société. La grève du 2 octobre et la reconduction sera majoritaire dans nos écoles, nos établissements et nos services.